

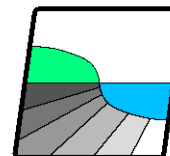


# Communauté de l'OUEST RHODANIEN Commune de CLAVEISOLLES

## ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT

-VOLET Eaux usées-

Août 2024



**NICOT** INGÉNIEURS CONSEILS

Parc Altaïs, 57 rue Cassiopée  
74650 ANNECY - CHAVANOD  
Tel: 04.50.24.00.91  
[www.eau-assainissement.com](http://www.eau-assainissement.com)  
E-mail: [contact@nicot-ic.com](mailto:contact@nicot-ic.com)

**EAU, ASSAINISSEMENT, ENVIRONNEMENT**

# Les évolutions réglementaires récentes

E.U.

→ Collectivités  
territoriales

- Obligation: - d'avoir un Schéma d'Assainissement incluant une programmation de travaux détaillée (**décret 2012-97 du 27/01/2012**)  
- d'avoir un Zonage de l'Assainissement passé à l'enquête Publique (**art. L.2224-10 du CGCT**)
- **Arrêté du 24 Août 2017 modifiant l'Arrêté du 21 juillet 2015 : Systèmes d'Assainissement** Collectif et d'Assainissement Non Collectif > 20 E.H.
  - Les STEP de + de 20 E.H. doivent être conçues et implantées de manière à préserver les riverains des nuisances de voisinage et des risques sanitaires.
  - Diagnostic Réseau et STEP obligatoire avant le 1er janvier 2020 puis tous les 10 ans maximum.
  - Contrôle des Branchements au Réseau E.U. obligatoire tous les 10 ans maximum.
  - Les plans des réseaux et branchements doivent être tenus à jour (1 fois par an maximum).



# Les évolutions réglementaires récentes

A.N.C.

P.C.

→ Ajout d'une pièce obligatoire : Attestation de conformité du projet d'installation d'ANC (**décret n°2012-274 du 28/02/2012**).

Vente

→ **Diagnostic ANC** de moins de 3 ans

Obligation de **mise aux normes** de l'installation dans un délai de 1 an

R.E.U.T.

Réutilisation  
des Eaux Usées  
Traitées

→ **Arrêté du 2 août 2010, modifié le 5 juillet 2014:**

La réutilisation des E.U. traitées est encouragée pour l'irrigation (issues de dispositif d'ANC ou de Step). L'arrêté du 05/07/2014 fixe les conditions techniques.

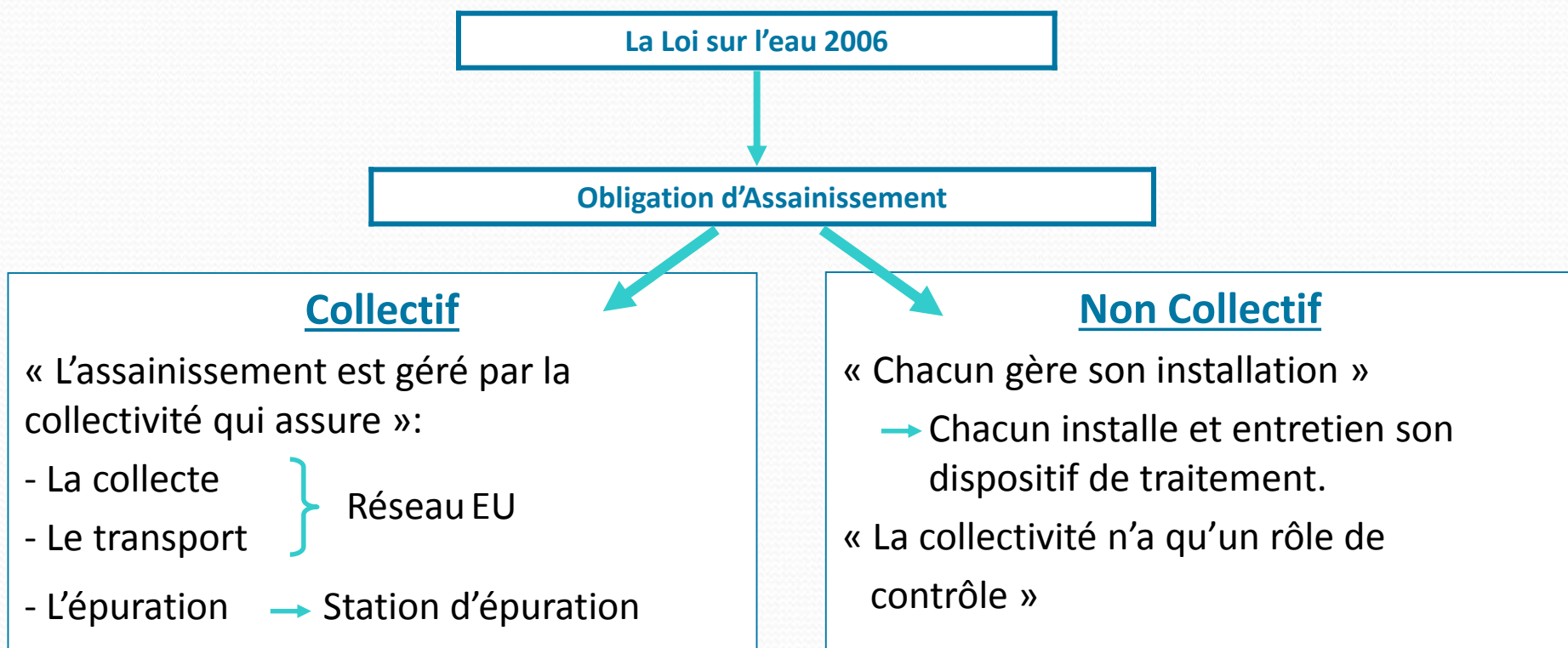
# Contexte Réglementaire

- **Le Grenelle II**

- Obligation pour les communes de produire un Schéma d'Assainissement avant fin 2013 incluant:
  - Un descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées
  - Une programmation de travaux
- Mise à jour du Schéma d'Assainissement à un rythme fixé par décret.

- **Directive Eaux Résiduaires Urbaines**

- **Loi sur l'eau**





## COLLECTIF

- Est en **assainissement collectif** toute habitation raccordée ou raccordable au réseau public d'assainissement.
- Est raccordable toute habitation qui a le réseau en **limite de propriété**.  
(plus haut ou plus bas!)

## NON COLLECTIF

- Est en **assainissement non collectif** toute construction à usage d'habitation, non raccordable à l'Assainissement Collectif.

### Cas des Mini-stations ou Assainissement Groupé

- C'est du collectif si le terrain et la station appartiennent à la collectivité.
- La collectivité est alors responsable de l'entretien.

- C'est du non collectif si le terrain et la station appartiennent à une co-propriété.
- Les propriétaires sont alors responsables de son entretien.

- Toute construction raccordable ou raccordée est soumise à la même:
  - **Redevance d'Assainissement collectif**Et au même
  - **Règlement d'Assainissement collectif**

- Toute construction non raccordable et non raccordable à l'assainissement collectif est soumise à la même:
  - **Redevance d'Assainissement non collectif**Et au même
  - **Règlement d'Assainissement non collectif**

# Compétences

## Assainissement Collectif

40 % des habitations sont raccordables\*  
( soit +/- 136 abonnés)

### Communauté de l'Ouest Rhodanien (COR)

**L'Assainissement Collectif est de la compétence de la Communauté de l'Ouest Rhodanien.**

- Le service est exploité en délégation de service public.
- Règlement d'assainissement collectif existant approuvé en 2022.
- Les habitations raccordées sont soumises à :
  - Part Fixe annuelle
  - Part Variable (au m3 d'eau consommé)
  - PFAC (Participation pour le financement de l'assainissement collectif) mise en place sur le territoire de la COR

## Assainissement Non Collectif

60 % des habitations non raccordables\*  
(soit +/- 200 installations)

### Communauté de l'Ouest Rhodanien (COR)

**L'Assainissement Non Collectif est de la compétence de la Communauté de l'Ouest Rhodanien.**

- Le service est exploité en délégation de service public.
- Règlement d'Assainissement Non Collectif mis en place et approuvé le 23 mars 2016.
- Le SPANC réalise le contrôle des installations d'assainissement non collectif et a mis en place les redevances d'Assainissement Non Collectif (contrôle de conception, contrôle de bonne exécution des travaux, contrôle de bon fonctionnement, contrôle de bon fonctionnement en cas de vente).

\* Est raccordable toute personne qui a le collecteur EU en limite de propriété.



# Etudes existantes

- Un zonage de l'assainissement eaux usées (non approuvé) a été réalisé par le cabinet REALITES ENVIRONNEMENT en 2011 sur l'ensemble de la commune.
- ⇒ ***Concomitamment à la procédure de révision de la carte communale, le zonage de l'assainissement à élaborer doit être en adéquation avec la nouvelle carte communale et il devra faire l'objet d'une enquête publique unique et conjointe menée par la commune.***

# Zonage de l'assainissement actuel

## 3 Types de Zones

### Zones d'Assainissement Collectif Existantes

+/- 40 % des installations (+/- 136 abonnés)

- Le réseau de collecte est exclusivement séparatif et recueille les EU de Claveisolles.
- 2 stations d'épuration situées sur le territoire communale:
  - ✓ STEP du Bourg
  - ✓ STEP Le Plat des Granges

### Zones d'Assainissement Non Collectif

+/- 60 % des installations (+/- 200 installations)

### Zones d'Assainissement Collectif Futures

La COR ne prévoit pas d'extension du réseau EU et de projet d'assainissement collectif.

La COR réalise les mises en conformité des systèmes d'assainissement existants.

### Zones d'Assainissement Non Collectif maintenues

Pas de projet d'Assainissement Collectif programmé à l'heure actuelle.

Quelques hameaux concernés:

- |                 |                               |
|-----------------|-------------------------------|
| ✓ Claveisette,  | ✓ Le Pelletier,               |
| ✓ Valtorte,     | ✓ Fadoux,                     |
| ✓ Le Perret,    | ✓ Vigue,                      |
| ✓ La Douzette,  | ✓ Les Hayes,                  |
| ✓ La Buisserie, | ✓ Valossière,                 |
| ✓ Le Creuzet,   | ✓ Habitations isolées, etc... |



# Zone d'assainissement collectif existante

- **Détail de la zone**

- +/- 40 % des habitations sont raccordées ou raccordables au réseau collectif d'assainissement.
- Le réseau d'eaux usées couvre le secteur du Bourg et une partie du lotissement communal situé au Plat des Granges.
- Sur la commune de Claveisolles, 2 postes de relevage (PR) sont comptabilisés et concernent la STEP du Bourg.
- Le réseau de collecte des EU est **exclusivement séparatif**. Il mesure +/- 4,15 km.
- Les eaux usées du Bourg sont actuellement dirigées vers **la station d'épuration** existante du **Bourg**.  
Une partie des eaux usées du lotissement situé « Le Plat des Granges » sont raccordées vers **la station d'épuration** existante du **Plat des Granges**.
- La carte communale prévoit l'urbanisation du secteur du Bourg.

# Zone d'assainissement collectif existante

- Station d'épuration Claveisolles – LE BOURG**

Reçoit les effluents de	Traitement	Mise en service	Capacité nominale	Charge entrante (bilan de fonctionnement 2023)	Milieu récepteur
✓ Chef lieu de Claveisolles	Disque biologique, Décanteur lamellaire	2009	500 EH	110 E.H	L'Aze

- La station d'épuration est déclarée conforme aux prescriptions réglementaires

- Station d'épuration Claveisolles – LE PLAT DES GRANGES**

Reçoit les effluents de	Traitement	Mise en service	Capacité nominale	Charge entrante (2023)	Milieu récepteur
✓ Hameau « Le Plat des Granges »	FSTE (20 m3) + 2 filtres à sable verticaux drainés (2x60 m²)	2002	40 EH	20 E.H	fossé



# Zone d'assainissement collectif existante

- **Technique:**

- La COR est compétente en matière de collecte, de transport et de traitement des effluents sur le territoire de Claveisolles.

- **Réglementation :**

- Toutes les habitations doivent être raccordées au réseau collectif d'assainissement.
- Toute construction nouvelle doit être raccordée au réseau collectif d'assainissement.
- L'assainissement autonome ne peut être toléré que sur dérogation du Président de la COR pour des cas particuliers techniquement ou financièrement "difficilement raccordables".
- Le règlement d'assainissement collectif est celui de la COR.
- Les frais et redevances liés à la tarification de l'Assainissement Collectif sont dus par les usagers à la COR.
- Le défaut de raccordement donne la possibilité de **doublment de la redevance** d'Assainissement Collectif.

- **Financier:**

- Toute personne raccordée ou raccordable est redevable de la redevance d'Assainissement Collectif.
- Toute construction nouvelle ou toute extension d'une construction existante et changement de destination implique le versement à la collectivité de la PFAC (Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif).

# Zone d'assainissement collectif existante

- **Incidence sur l'urbanisation :**
- Dans les zones raccordées au réseau collectif d'assainissement, l'assainissement n'est pas un facteur limitant pour l'urbanisation (sous réserve des capacités de traitement des STEP et sous réserve des capacités de collecte du réseau).
  - ⇒ Les constructions autorisées se situent au niveau du Bourg de la commune. Seule la STEP du Bourg est donc concernée par un apport futur de population. Sa charge polluante actuelle représente 110 EH, selon le bilan de fonctionnement 2023. La marge disponible théorique en 2023 est de 390 EH. Selon l'objectif de croissance défini dans la carte communale, il est estimé une population de 628 habitants à l'horizon 2025 et 680 habitants à l'horizon 2029 (soit 116 habitants de plus qu'à l'heure actuelle). La STEU est suffisamment dimensionnée au regard de l'évolution de la population prévue.
  - ⇒ La COR ne prévoit pas d'extension du réseau EU et de zones Assainissement Collectif futur. Cependant, on notera que les parcelles desservies et non raccordées à ce jour, doivent se raccorder gravitairement ou en refoulement. Les raccordements doivent se faire uniquement sur le réseau d'eaux usées et non sur des branchements existants.



# Zone d'assainissement non collectif (ANC)

- **Justification du choix de l'assainissement non collectif:**

- Dans les zones concernées, les collecteurs d'assainissement collectif sont inexistants.
- Le raccordement aux réseaux EU existants est difficilement envisageable (techniquement et financièrement).
- La réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif est possible car l'habitat est peu dense et relativement dispersé.
  - Ces zones restent donc de fait en assainissement non collectif.

- **Réglementation:**

- La COR a la compétence de l'assainissement non collectif.

# Zone d'assainissement non collectif (ANC)

- **Conditions Générales:**

- Toutes les habitations existantes doivent disposer d'un dispositif d'assainissement non collectif fonctionnel, conforme à la réglementation (arrêté du 07 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012).
- La mise en conformité des installations est obligatoire.
- Toute construction nouvelle doit mettre en place un dispositif d'assainissement autonome conforme à la réglementation.
- Toute extension ou réhabilitation avec Permis de construire d'une habitation existante implique la mise aux normes de son dispositif d'assainissement non collectif.
- L'absence de solution technique complète ou l'absence de possibilité de rejet sera un motif de refus de Permis de Construire.

La COR demande lors d'une demande d'urbanisme (PC, DP, etc...) ou d'une demande de réhabilitation, la réalisation d'une étude géopédologique déterminant la filière d'assainissement non collectif.

⇒ **L'absence de solution technique complète ou l'absence de possibilité de rejet est un motif de refus de Permis de Construire.**



# Zone d'assainissement non collectif (ANC)

- Conditions Générales d'implantation des dispositifs d'ANC:

Pour toute nouvelle construction (sur toute parcelle vierge classée constructible au document d'urbanisme):

- La totalité du dispositif d'assainissement non collectif (fosse septique, filtre à sable, dispositif d'infiltration dans les sols, etc.) doit être **implanté à l'intérieur de la superficie constructible**, dans le respect des normes et règlements en vigueur. (Celui-ci ne peut être implanté sur des parcelles dites naturelles, agricoles ou non constructibles).
- **En cas d'espace insuffisant, le permis de construire doit être refusé.**
- **Surface minimum requise:**
  - Pour être constructible en ANC, une parcelle doit être **suffisamment grande pour permettre l'implantation de tous les dispositifs d'assainissement** nécessaires pour réaliser une filière respectant la réglementation, dans le respect notamment des:
    - Reculs imposés en fonction de l'ouvrage,
    - Règles techniques d'implantation.

Pour toute construction existante (quelque soit le classement au document d'urbanisme):

- La mise aux normes du dispositif d'assainissement non collectif est possible sur **n'importe quelle parcelle**, quelque soit son classement au document d'urbanisme (mis à part périmètre de protection, emplacement réservé ou classement spécifique qui empêche la réalisation technique de celle-ci) dans le respect des normes et règlement en vigueur.

⇒ **L'impossibilité technique de réaliser un dispositif réglementaire peut motiver le refus de changement de destination d'anciens bâtiments (type corps de ferme par exemple).**

# Zone d'assainissement non collectif (ANC)

## Possibilités de rejet selon l'aptitude des milieux:

- Pour les habitations existantes:
  - Les possibilités de rejet sont tolérées pour les habitations existantes dans la limite du nombre de logements existants.
- Pour les constructions neuves ou toute création de nouveaux logements:
  - En cas d'impossibilités de rejet dans le milieu hydraulique superficiel (indice de saturation défavorable), la création de nouveaux logements ou leur extension légère ne pourra être autorisée qu'à condition que le rejet du dispositif d'assainissement non collectif puisse être infiltré en totalité dans les sols.
  - Il appartient aux pétitionnaires de réaliser une étude de conception du dispositif d'assainissement non collectif et de vérifier les possibilités d'infiltration dans les sols dans le respect de la réglementation en vigueur.
  - En cas d'absence de possibilité de rejet et de possibilité d'infiltration dans les sols, aucune création de nouveau logement ne peut être autorisée.
- La création des collecteurs nécessaires à l'évacuation des effluents des dispositifs d'assainissement non collectif reste à la charge de **chaque pétitionnaire**.



# Zone d'assainissement non collectif (ANC)

- **Incidence sur l'urbanisation:**

- La poursuite de l'urbanisation est **conditionnée** par les possibilités d'Assainissement Non Collectif.

- **Pour la COR :**

- Le contrôle des installations est obligatoire.
- La COR doit effectuer le contrôle des **nouvelles installations**:
  - Au moment du permis de construire,
  - Avant recouvrement des fouilles.
- La Cor doit effectuer le contrôle des **installations existantes** de façon périodique sans excéder 10 ans, conformément à la réglementation. La périodicité retenue à ce jour est de 10 ans.
- Bilan des contrôles effectués à ce jour:
  - On dénombre **+/- 200 installations référencées en ANC**.
  - On dénombre 30 % de conformité sur les 69 contrôles effectués à ce jour.

# Zone d'assainissement non collectif (ANC)

- **Pour les particuliers:**

- La mise aux normes est obligatoire.
- En cas de **non-conformité** de l'installation d'ANC (problèmes constatés sur zone à enjeux sanitaires et/ou environnementaux), le propriétaire a un délai de **4 ans** pour procéder aux travaux prescrits dans le rapport de contrôle.
- Toute **nouvelle demande de PC** sur du bâti existant implique la mise aux normes du dispositif d'assainissement. Une attestation de conformité du projet de réhabilitation de l'installation d'ANC (remise par le SPANC) doit être insérée dans le dossier de demande de PC (décret n°2012-274 du 28/02/2012).
- En cas de **vente**, l'acquéreur doit être informé d'une éventuelle non-conformité (rapport de contrôle daté de moins de 3 ans) et dispose d'un **délai de 1 an** après l'acte de vente pour procéder aux **travaux de mise en conformité**.
- Sont à la charge du particulier:
  - Les frais de mise en conformité,
  - Les frais de vidange et d'entretien des installations,
  - La redevance de l'ANC qui sert à financer le contrôle,
  - Les frais de réalisation d'une étude géopédologique permettant de définir le dispositif d'assainissement non collectif.